

SAHEL IMPACT DES CRISES MULTISECTORIELLES SUR LES DROITS DE L'ENFANT



© Vincent Reynaud-Lacroze

LES ENFANTS, PARTOUT DANS LE MONDE, SONT LES PREMIÈRES VICTIMES DES CRISES, QUELLES QUE SOIENT LEURS NATURES. CELA EST PARTICULIÈREMENT VRAI AU SAHEL OÙ 60% DE LA POPULATION A MOINS DE 18 ANS.

(Source : UNOCHA, "Sahel Crisis : Humanitarian Needs and Requirements Overview", 2022).

DANS CETTE RÉGION DU MONDE, LES CRISES PRENNENT DIVERSES FORMES ET INTENSITÉS

SÉCURITAIRES

COMBATS FRÉQUENTS, NOMBREUX ET SOUTENUS ENTRE GROUPES ARMÉS ET AVEC LES ARMÉES RÉGULIÈRES ;

SOCIO-ÉCONOMIQUES

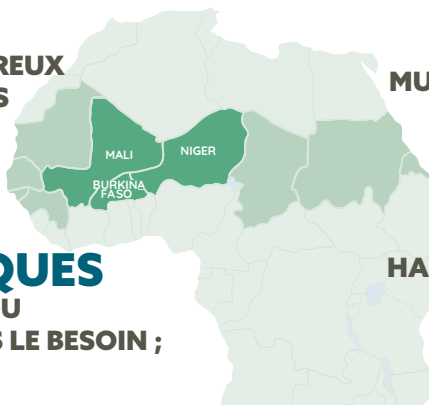
HAUSSE DE LA PAUVRETÉ ET DU NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN ;

POLITIQUES

MULTIPLICATION DES COUPS D'ÉTAT, RÉDUCTION DES ESPACES CIVIQUES ;

CLIMATIQUES

HAUSSE DES TEMPÉRATURES, RARÉFACTION ET APPAUVRISSEMENT DES RESSOURCES.



TOUTES CES CRISES IMPACTENT DIRECTEMENT LES ENFANTS ; LEUR CUMUL, AMPLIFICATION, RÉPÉTITION ET PERSISTANCE MULTIPLIENT ET AGGRAVENT LA VIOLATION DE LEURS DROITS.

DANS LE SAHEL CENTRAL (BURKINA FASO, MALI, NIGER)

10 MILLIONS D'ENFANTS ONT BESOIN DE TOUTE URGENCE D'AIDE HUMANITAIRE. SOIT DEUX FOIS + QU'EN 2020.

Source : UNICEF

PRÈS DE 7 ENFANTS SUR 10 DE MOINS DE 5 ANS RISQUENT DE SOUFFRIR D'UNE FORME GRAVE DE MALNUTRITION

Source : UNICEF, Mars 2022

2023

+ DE 8 300 ÉCOLES ONT FERMÉ
 ▶ ELLES ÉTAIENT DIRECTEMENT VISÉES PAR LES GROUPES ARMÉS,
 ▶ LES ENSEIGNANTS ONT FUI,
 ▶ LES PARENTS ONT ÉTÉ DÉPLACÉS OU ÉTAIENT TROP EFFRAYÉS À L'IDÉE D'ENVOYER LEURS ENFANTS À L'ÉCOLE.

Source : UNICEF

2022

6 MILLIONS D'ENFANTS, EN PARTICULIER LES FILLES, ONT BESOIN DE PROTECTION FACE À LA VIOLENCE, AUX ABUS ET AUX EXPLOITATIONS, NOTAMMENT L'EXPLOITATION SEXUELLE ET LES MARIAGES PRÉCOCES.

Source : UNICEF, Regional call to action to support the children of the Sahel, Sept. 2022

A. 13 ans, un enfant déplacé interne accompagné par une organisation partenaire du projet développé par Asmae-Association Sœur Emmanuelle :

“ Avant mon déplacement à Ouahigouya, je gardais le troupeau pendant les vacances. Un jour, des hommes armés sont venus me menacer, ils m’ont donné des coups de fusils et m’ont retiré les animaux que je gardais. A mon retour au village, je suis tombé malade, j’avais très peur et j’entendais toujours les bruits des fusils. J’avais aussi des douleurs aux membres inférieurs. Je n’arrivais pas à dormir et je me cachais au moindre bruit. J’avais peur de rester au village, je n’allais plus à l’école et j’ai fui. A Ouahigouya, j’ai participé à une séance d’animation* où on m’a identifié et amené au service de l’action sociale.

Les gens de l’action sociale ont parlé avec moi, j’ai expliqué mon histoire. Ils m’ont donné des conseils et je n’ai plus peur, je dors bien à présent. Ils m’ont amené à l’hôpital et ont payé les médicaments pour moi. Maintenant ça va, je joue avec les enfants du quartier, je suis retourné à l’école et je travaille bien.

*NDLR : organisée par une organisation partenaire du projet

**58,44% (1,9 MILLIONS)
DES DÉPLACÉS INTERNES
SONT DES ENFANTS**

CONASUR, 31 décembre 2022



© Isabelle MERNY



Directeur d’une école de Manni Est, accompagnée par Action Education :

“ J’ai accueilli dans mon école de nombreux enfants déplacés en raison de la crise sécuritaire. Des enfants ayant vécu de près les attaques des terroristes et que les parents ont fait partir pour les protéger et leur permettre de continuer l’école. De 35 enfants par classe, on est passé à 110. C’est une situation hors-norme que nous essayons de gérer au mieux. Nous manquons de tables-bancs, de manuels pour les enfants, et de vivres pour la cantine scolaire. Beaucoup d’enfants sont dans des familles d’accueil qui ont déjà des difficultés pour se nourrir et beaucoup n’ont pas un repas par jour. Ils n’ont pas accès aux soins ou à des soutiens psychologiques. Et les enseignants qui s’en occupent au mieux n’ont pas le matériel ni la formation pour accompagner des enfants ayant traversé une telle crise. Mais j’encourage mes collègues à tenir le cap, à ne pas abandonner les enfants. Si nous abdiquons, les enfants risquent de se retrouver dans les mains des terroristes. L’enjeu c’est de protéger leur avenir.

**+ DE 5 700 ECOLES
FERMÉES EN RAISON
DE L’INSÉCURITÉ**

Rapport du Secrétariat technique de l’éducation en situation d’urgence, Novembre 2022)



© Apprentis d'Auteuil - Photo d'illustration

Dans la région de Mopti, un petit village est attaqué par des groupes armés, laissant une jeune fille de 16 ans seule survivante de sa famille. Alors qu'elle trouve refuge dans un camp de personnes déplacées au centre du pays, elle est victime de viol, à la suite duquel elle tombe enceinte. Prise en charge par un centre partenaire des Apprentis d'Auteuil, elle témoigne

“ Le centre d'hébergement m'a permis d'être récupérée et de me rapprocher de mes oncles. J'ai pu suivre une formation, et bénéficier d'un accompagnement de qualité et d'être sociable. Grâce à cette formation professionnelle, j'ai appris un métier et j'ai eu un mari. Je ne pensais pas que j'allais réussir j'avais des doutes. Avant le centre, j'étais devenue une enfant de la rue. Actuellement, je suis dans un foyer et je mène des activités ”

➔ **+ DE 44% DE VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE
(EN PARTICULIER EN RAISON DES CRISES EN 2021)
51% DES SURVIVANT.ES SONT DES FILLES :**

RELIEFWEB 2021

Au Mali, les sites aurifères informels sont d'importants lieux de traite et d'exploitation d'enfants en mobilité. Un conseiller communal de Kokoyo, l'un de ces sites affirme que le service de santé reçoit un grand nombre de cas d'enfants victimes de maltraitements et d'exploitation de tout genre. Il s'exprime en ces termes :

“ Nos enfants tissent des relations amicales avec les enfants sur les sites venus d'ailleurs. Ils nous révèlent souvent l'enfer que ces enfants vivent auprès de leurs tuteurs ou employeurs. Ils travaillent parfois toute la journée sans recevoir une pièce de monnaie. Frappés, privés de nourriture et victimes de toutes formes d'exploitations y compris sexuelle, ces enfants ne bénéficient d'aucune protection. ”

➔ **2095 VIOLATIONS GRAVES
VÉRIFIÉES CONTRE 1473 ENFANTS
AVRIL 2020 / MARS 2022**

Les enfants et le conflit armé au Mali, Rapport du Secrétaire général, 15 novembre 2022 - RELIEFWEB 2021





“ Je m'appelle F., j'ai 15 ans, je suis enfant de la zone de Tesker, vers la région de Zinder au Niger. Je suis de Korbo, une zone aride dépourvue d'eau potable et d'électricité. J'ai des amies qui se sont mariées à 14 ans. Les filles abandonnent l'école; ou sont confrontées à des mariages précoces. Il faut sensibiliser les parents pour qu'ils laissent leurs filles aller à l'école. ”

4 800 000 D'ENFANTS MARIÉS,
DONT 2 000 000 AVANT L'ÂGE DE 15 ANS.
LE TAUX DE PRÉVALENCE DU MARIAGE DES ENFANTS DE - DE 18 ANS CHEZ LES FILLES S'ÉLÈVE À 76 %.

UNICEF 2022 

“ Je m'appelle A. J'ai 17 ans. J'avais mes deux mains avant de rejoindre le groupe [NDLR : Boko Haram]. J'ai perdu une de mes mains lors d'actions avec le groupe. Une fois à la maison, comment les gens vont me regarder ? Comme un combattant de Boko Haram, n'est-ce pas ? Je souhaite trouver une prothèse de main avant mon retour en famille, je ne veux pas retourner chez moi comme ça. ”



+ DE 200 VIOLATIONS GRAVES COMMISES CONTRE DES ENFANTS ENTRE JUILLET ET SEPTEMBRE 2022 DANS LES RÉGIONS FRONTALIÈRES DU PAYS AVEC LE BURKINA FASO ET LE MALI, IMPLIQUANT POUR LA PLUPART LE RECRUTEMENT ET L'UTILISATION FORCÉS D'ENFANTS AU SEIN DE GROUPES ARMÉS.

Enfance en péril au Sahel central, Mars 2023, UNICEF 

Dans ces contextes de crises multiples au Sahel, la mise en œuvre des droits de l'enfant doit être un enjeu majeur. C'est pourquoi le Groupe Enfance appelle la France à :

- ➡ **Faire des droits de l'enfant et de l'approche fondée sur les droits de l'enfant une des priorités transversales de la future stratégie humanitaire de la République française (SHRF)**, en cohérence avec les engagements pris dans le cadre de la Loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales (LOP-DSLIM).
- ➡ **Former l'ensemble des agents publics internationaux et des opérateurs de l'Etat aux droits de l'enfant**, en priorité les personnels officiant en contextes d'urgence et de crise, à l'impact spécifique de ces contextes sur les droits de l'enfant, notamment à la sauvegarde et la protection des enfants ainsi qu'à la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PEAS)
- ➡ **Promouvoir et soutenir la participation sûre et authentique des enfants, notamment des filles, à plusieurs niveaux** : dans le processus de renouvellement de la SHRF afin que leurs besoins spécifiques irriguent et nourrissent ses futures priorités, via le renforcement des financements alloués aux organisations et réseaux d'enfants et des jeunes, à toutes les étapes des programmes et projets d'urgence qui les concernent ou encore dans le cadre des dépôts de plainte en cas de violation de leurs droits dans les conflits.
- ➡ **Déployer une approche nexus alliant action humanitaire, développement et consolidation de la paix** afin de garantir la sécurité des enfants, d'assurer une meilleure réalisation des droits de l'enfant et de favoriser la mise en place de cadres de concertation entre les différents acteurs impliqués sur le terrain.
- ➡ **Lutter contre l'impunité face aux violations graves des droits de l'enfant en situation de conflit**, via le soutien aux mécanismes internationaux permettant la surveillance et la communication systématiques par les Nations Unies des violations des droits des enfants et les mécanismes permettant les poursuites des auteurs des violations, en mobilisant des experts genre et enfance.

Le Groupe Enfance soutient également les recommandations sectorielles (éducation, santé, nutrition, protection, etc.) de ses membres engagés sur le terrain.

Ressources complémentaires avec le lien ➡

